



## **Stratégie du Programme National SGP pour l'utilisation des fonds de microfinancements pour la 5<sup>ème</sup> Phase Opérationnelle (OP5)**

-----

**Pays: CAMEROON**  
**Ressources à investir: 2.100.000 US\$<sup>1</sup>**

---

<sup>1</sup> Le niveau des ressources du SGP OP5 est une estimation totale des allocations des subventions CORE et les fonds STAR du FEM.

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

ABN : Autorité du Bassin du Niger  
ACDI : Agence Canadienne pour le Développement International  
APAC : Territoires Autochtones de Conservation et Aires du Patrimoine Autochtone et Communautaire  
CARPE : Programme Régional de l’Afrique Centrale pour l’Environnement  
CBA : Community Based Adaptation  
CBLT : Commission du Bassin du Lac Tchad  
CDT : Collectivités Territoriales Décentralisées  
CIE : Comité Interministériel de l’Environnement  
CMB : Comité Multi Bailleurs  
CN : Coordonnateur National  
CNCDD : Commission Nationale Consultative pour l’Environnement et le Développement Durable  
CNP : Comité National de Pilotage  
COMIFAC : Commission des Forêts d’Afrique Centrale  
CPMT : Central Programme Management Team  
DAR : Dispositif d’Allocation des Ressources  
DSCE : Document de Stratégie pour la Croissance et l’Emploi  
DSDSR : Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural  
DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté  
FAO : Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture  
FEM : Fonds pour l’Environnement Mondial  
GEF : Global Environment Facility  
GES : Gaz à Effet de Serre  
GICAM : Groupement Interpatronal du Cameroun  
IUCN: Union Mondiale pour la Nature (World Conservation Union)  
OCB : Organisation Communautaire de Base  
OGM : Organismes Génétiquement Modifiés  
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement  
ONG : Organisation Non Gouvernementale  
OSC : Organisation de la Société Civile  
PANERP : Plan d’action National Energie pour la Réduction de la Pauvreté  
PANLCD : Plan d’Action National de Lutte Contre la Désertification  
PRA : Participatory Rural Appraisal  
PAS : Plan d’Actions Stratégiques  
PAU : Plan d’Action d’Urgence  
PMF/FEM : Programme de Micro-financement du FEM  
PNGE : Plan National de Gestion de l’Environnement  
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement  
POP : Polluants Organiques Persistants  
PSFE : Programme Sectoriel Forêt Environnement  
RAF : Resource Allocation Framework  
REDD: Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation  
SGP : Small Grants Programme  
SNV : Organisation Néerlandaise de Développement

SPN : Stratégie du Programme National

STAR : Système Transparent d'Allocation des Ressources

UE: Union Européenne

UNDESA: United Nations Department for Economic and Social Affairs

UNESCO: United Nations Education, Scientific and Cultural Organization

USAID: Agence Américaine pour le Développement International

VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine

WWF : Fonds Mondial pour la Nature

## Table des matières

LISTE DES ABREVIATIONS.....	2
1. Contexte sommaire du GEF SGP au Cameroun .....	5
1.1 Historique du SGP au Cameroun et résultats acquis .....	5
1.2 Partenariats importants et sources de cofinancements existantes .....	6
2. Niche du programme national SGP .....	7
2.1 Les conventions au niveau international et les outils de planification au niveau national.....	7
2.2 Mise en œuvre des priorités nationales par les organisations de la société civile en conformité avec les priorités stratégiques du GEF – 5 .....	8
2.3 Carte illustrant la niche agro-écologique du SGP Cameroun pour la 5 <sup>ème</sup> Phase Opérationnelle.....	10
2.4 Niche agro-écologique du SGP en relation avec les priorités environnementales nationales .....	11
3. Résultats sur le développement des capacités, réduction de la pauvreté et la prise en compte du genre au SGP .....	13
4. Résultats indicateurs et activités attendus du programme national pour OP5 .....	14
5. Plan de Suivi et Evaluation .....	16
5.1 Plan de Suivi & Evaluation du portefeuille de projets individuels.....	16
Le suivi se situe dans le double contexte de la gestion du cycle de projet (de l'identification à l'évaluation) et de l'utilisation des outils de l'approche participative.....	17
5.2 Participation des parties prenantes à la conception du projet, au suivi de la mise en œuvre du projet et à la rédaction des divers rapports.....	18
5.3 Stratégie de consolidation des résultats des projets au niveau de l'ensemble du portefeuille du programme national.....	19
6. Plan de gestion des connaissances .....	19
6.1. Documentation et capitalisation des leçons apprises et des meilleures pratiques	19
6.2 Utilisation des connaissances acquises pour informer et influencer les politiques	20
6.3 Réplication et extension des leçons apprises et des meilleures pratiques tirées des projets financés par le SGP .....	20
7. Plan de Mobilisation des Ressources.....	21
7.1. Plan de durabilité du SGP Cameroun .....	21
7.2. Plan de développement des synergies.....	21
Annexe 1: INDICATEURS AU NIVEAU DES PROJETS POUR OP 5.....	23

## 1. Contexte sommaire du GEF SGP au Cameroun

### 1.1 Historique du SGP au Cameroun et résultats acquis

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ou Global Environment Facility est présent au Cameroun depuis plus d'une quinzaine d'années à travers le financement de projets de grande, moyenne et petite taille ; mais aussi à travers des activités habilitantes (*Enabling Activities*) financièrement soutenues dans le but d'aider le pays à formuler et/ou à mettre en œuvre de manière inclusive des stratégies ou des outils de planification nationale ou régionale, de préparer des communications nationales, ou encore établir des diagnostics et faire des inventaires.

Pour ce qui est du Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) plus connu sous l'acronyme anglo-saxon GEF Small Grants Programme (SGP), les principaux repères à retenir de sa présence au Cameroun sont:

- 1993 : année de démarrage du GEF Small Grants Programme au Cameroun avec une subvention initiale de 200.000 \$ US ;

- de 1993 à 1996 : le GEF SGP Cameroun a reçu une allocation totale de 388 713 \$ US de subventions (soit environ 187 000 000 Frs CFA) accordés à onze projets. La fermeture du programme national au cours de l'année 1997 à la suite d'un audit n'a pas permis à celui-ci d'assurer les bases de la participation du GEF Small Grants programme à la protection de l'environnement mondial au Cameroun (identification des stratégies et méthodes de la participation des communautés, articulation du Programme aux priorités nationales, concentration de l'intervention, adhésion des communautés et des partenaires au Programme...);

- en mars 2007, près d'une dizaine d'années après sa fermeture, le GEF Small Grants Programme Cameroun a été relancé avec une allocation initiale de 150.000 \$ US pour la troisième année de la 3<sup>ème</sup> phase opérationnelle. Les principaux résultats de cette phase sont : l'élaboration de la Stratégie du Programme National (SPN) qui a été approuvée par le Comité National de Pilotage (CNP) du programme et validée lors d'une réunion des parties prenantes du programme national ceci pour assurer son adéquation avec les stratégies et programmes opérationnels du GEF, ainsi que son arrimage aux priorités environnementales nationales. L'allocation de microfinancements reçue avait ainsi permis de financer six (06) projets communautaires ;

- la quatrième phase opérationnelle du SGP (Juillet 2007 à Juin 2010) est celle qui a permis de donner une assise nationale et une reconnaissance de l'action du SGP Cameroun par les partenaires au développement ainsi que les Organisations de la Société Civiles (OSCs). Notamment par la sécurisation des fonds du Dispositif d'Allocation des Ressources ou DAR (d'un montant de 300.000 US \$), l'établissement des relations de partenariat pour le cofinancement des projets avec certaines agences du Système des Nations Unies (UNESCO), des ONGs internationales (Huairou Commission, Barefoot College – India), ainsi que des collectivités locales décentralisées (dont 03 communes d'arrondissements : Douala 4<sup>ème</sup>, Douala 5<sup>ème</sup> et Kribi 1<sup>er</sup>). La diversification thématique du portefeuille de projets financés durant cette phase (un total 30 projets financés) et la pertinence des résultats produits par les projets financés ont permis l'extension ou la réplique de certaines idées de projets financés par le GEF SGP Cameroun. C'est le cas d'un projet d'élevage de crevettes dans la zone de Kribi qui a obtenu une subvention

274.315 Euros du Congo Basin Forest Fund pour l'extension de ses activités en y incluant une composante de conservation des mangroves menacées par les effets des changements climatiques. Le GEF a également appuyé le Ministère de l'Environnement et un consortium d'ONGs nationales et internationales dans l'extension d'un projet de gestions intégrée de mangroves avec une enveloppe de 1.733.182 US \$ (projet mangrove "Sustainable Community Based Management and Conservation of Mangrove Ecosystem in Cameroon"). De plus, une ONG nationale, Ntankah Village Women Common Initiative Group, dont le projet financé par le GEF SGP Cameroun a reçu le Red Ribbon Award 2008 (Prix du Ruban Rouge).

Avec l'appui administratif et financier du PNUD Cameroun, un Atelier National des parties prenantes du GEF SGP Cameroun organisé en 2009 a permis de partager les résultats acquis, les meilleures pratiques et les leçons apprises de la mise en œuvre du SGP Cameroun pendant les trois (03) premières années de son fonctionnement.

Pour accroître la visibilité du GEF SGP Cameroun, les résultats des projets financés ont fait l'objet de nombreuses publications dans le site web du SGP global et du PNUD, ainsi que des articles écrits dans des guides et ouvrages de référence du GEF, du PNUD et de la Commission des Nations Unies sur le Développement Durable (UNDESA).

## 1.2 Partenariats importants et sources de cofinancements existantes

Pour la 5<sup>ème</sup> phase opérationnelle (OP5) du GEF, le GEF SGP Cameroun a été classé dans la catégorie Ib du SGP ; cette catégorie donne droit à une allocation CORE de 900,000 US \$ pour la période 2011 - 2014. Pour cette même période, le programme national a reçu une lettre d'endossement du Point Focal Opérationnel du GEF marquant la volonté du gouvernement du pays d'accorder 1.200.000 US \$ de fonds STAR (Système Transparent d'Allocations de Ressources) au SGP Cameroun. Ces fonds STAR doivent appuyer des projets dans trois (03) domaines thématiques spécifiques du GEF : la Biodiversité (1.000.000 US \$), les Changements Climatiques (100.000 US \$) et la Dégradation des sols (100.000 US \$).<sup>2</sup>

Des pourparlers ont été engagés avec la composante nationale du projet TRIDOM et le Programme Villages du Millénaire Cameroun et le Programme Adaptation aux Changements Climatiques, soit pour utiliser le mécanisme SGP pour l'octroi des subventions pour des projets communautaires ayant un lien direct ou indirect avec l'environnement et les Objectifs du Millénaire pour le Développement. De manière spécifique, avec le Programme Adaptation aux Changements Climatiques administré par le PNUD, des négociations fermes ont été faites pour que le GEF SGP Cameroun soit utilisé comme mécanisme de mise en œuvre de la composante « Community Based Adaptations microprojets - CBA ». L'opérationnalisation de cette synergie d'actions permettra non seulement de valoriser les compétences du SGP Cameroun comme mécanisme efficace et rapide d'octroi de subventions, mais aussi de tirer bénéfice des leçons apprises ainsi que des meilleures pratiques tirées de la mise en œuvre de projets CBA.

---

<sup>2</sup> Le nombre estimé des projets de la phase OP5 du PMF/FEM doit distinguer l'utilisation des fonds CORE et des fonds STAR des ressources du FEM. En accord avec la décision du Comité de Pilotage du FEM (Mars 2010), jusqu'à 20% des ressources STAR mobilisées peuvent être utilisées pour les domaines d'interventions secondaires (tel que les eaux internationales et les POPs).

Le GEF SGP Cameroun envisage également de susciter largement l'intérêt et l'appui financier du secteur privé notamment par le cofinancement des projets d'intérêt spécifique à une variété d'acteurs de ce secteur. Il s'agit notamment des industries chimiques, agro-alimentaires ou brassicoles, des entreprises impliquées dans la téléphonie mobile, ainsi que des sociétés chargées de l'hygiène et de la salubrité dans les grandes métropoles et les zones périurbaines du pays. Cette démarche sera prise en compte dans le cadre de la mise en place de synergie avec les interventions du PNUD en perspectives pour le cycle 2013-2017.

## **2. Niche du programme national SGP**

### **2.1 Les conventions au niveau international et les outils de planification au niveau national**

Le Cameroun a signé et/ou ratifié de nombreux instruments internationaux dont les principaux sont résumés dans le tableau 1. En plus du cadre institutionnel mondial, il a également été adopté des textes réglementaires et législatifs relatifs à la gestion de l'environnement qui contribuent au respect des conventions et traité ratifiés.

Dans le même ordre d'idées, le cadre politique est doté de plans, programmes mono ou plurisectoriels de développement comportant des orientations pour la préservation de l'environnement. Pour ce qui est des outils de planification des actions prioritaires, il y a le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui est la première déclinaison décennale de la Vision 2035 du Cameroun qui ambitionne d'en faire un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité, et qui vise entre autres, l'atteinte des OMDs, à travers la création des richesses et des emplois pour assurer de meilleures conditions de vie aux populations.

Le Plan National de Gestion de l'Environnement (PNGE), en cours de révision (PNGE II), reconnu comme un outil de référence pour la cohérence des activités environnementales au Cameroun, oriente toutes les démarches concourant au développement durable en prenant pour pilier l'environnement et l'ensemble des opportunités afférentes en vue de contribuer à la croissance et l'emploi. Le processus de révision du PNGE en cours devra aboutir à un Programme Environnement, qui aura pour objectif de faire en sorte que les services et les biens tirés des ressources naturelles contribuent de manière significative à la consolidation du cadre national pour la réalisation du développement durable. Un accent particulier sera mis sur les populations les plus vulnérables, dont la survie dépend sans commune mesure des ressources naturelles.

Le PNGE II en cours de finalisation s'inscrit parfaitement dans le cadre des priorités définies dans le DSCE, et les éléments de sa mise en œuvre sont entre autres le Plan d'Action National Stratégique pour la Biodiversité, le Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PANLCD), le Plan d'action National Energie pour la Réduction de la Pauvreté (PANERP), le Plan d'Action d'Urgence (PAU), le Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural (DSDSR). A cela s'ajoute le Programme Sectoriel Forêt Environnement (PSFE) élaboré en 2005, coordonné par le gouvernement et soutenu par de nombreux bailleurs de fonds et qui gère la mise en œuvre du plan d'action d'urgence résultant des résolutions du Sommet des Chefs d'Etat d'Afrique Centrale sur la gestion et la conservation des ressources du Bassin du Congo. Le PSFE est aligné aux priorités du Plan de Convergence de la COMIFAC.

Par ailleurs, le Cameroun a signé d'autres conventions continentales et sous régionales. C'est le cas de la Convention sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (1968), la Convention d'Abidjan relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières d'Afrique Centrale et de l'Ouest (1981), la Convention sur la coopération et la concertation entre pays d'Afrique centrale pour la conservation de la faune (1983), les Accords portant sur la création de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT - 1977) et la Convention de Faranah portant création de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN - 1987).<sup>3</sup>

Tableau 1. Liste des conventions ainsi que des plans et programmes de planification nationaux ou régionaux

<b>Conventions de Rio et les cadres de planification nationaux</b>	<b>Date de ratification / finalisation</b>
Convention sur la Diversité Biologique (CBD)	29/08/1994
Stratégie et Plan d'Action de gestion de la Diversité Biologique (NBSAP)	2006
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC)	19/10/1994
Communications Nationales sur les Changements Climatiques (1 <sup>ère</sup> )	2004
Mesures Appropriées d'Atténuations au niveau National (NAMA/ UNFCCC)	2010
Convention des Nations Unies contre la Désertification (UNCCD)	08/08/1995
Plan d'Action Nationale de Lutte contre la Désertification (NAP)	2006
Convention de Stockholm (SC)	22/05/2001
Plan National de Mise en Œuvre de la Convention de Stockholm (NIP)	En cours de préparation
Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (PRSP) et Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi	2003 et 2009
Auto évaluation des Capacités Nationales à Renforcer par le GEF (NCSA)	2007
Exercice de Formulation du Portefeuille de projets pour le GEF-5 (NPFE)	Processus en cours
Programmes d'Action Stratégique (PAS) pour des masses d'eau transfrontalières– Bassin du Lac Tchad, Bassin du Niger,	Juin 2008, 2006

## 2.2 Mise en œuvre des priorités nationales par les organisations de la société civile en conformité avec les priorités stratégiques du GEF – 5

Pour la 5<sup>ème</sup> phase opérationnelle, il s'agit de mettre en œuvre l'approche « zones de concentration géographique et thématique » dans le cadre d'une approche - programme. L'approche - programme est un des éléments stratégiques fondamentaux du GEF SGP Cameroun pour le GEF-5. C'est une approche à partenaires multiples, multisectorielle, intégrative et dynamique. En se focalisant sur la concentration thématique et géographique de l'assistance des donateurs, la concertation avec tous les

<sup>3</sup> La revue annuelle du Programme de Pays doit être faite en collaboration avec les Points Focaux Nationaux de la Convention de Rio avec les rapports nécessaires.



acteurs de développement et la coordination des actions, cette approche permet de profiter de l'effet de synergie résultant de la sommation des avantages comparatifs générés par différents programmes/projets.

### ***La concentration géographique***

A travers les actions du SGP Cameroun, il s'agit:

- de rentabiliser les acquis et le capital d'expériences accumulées par les partenaires au développement ;
- de choisir les domaines focaux du GEF classés comme étant les plus importants au Cameroun et dans lesquels un avantage significatif peut être apporté à l'environnement mondial ;
- d'accorder une priorité au domaine focal du GEF pour lequel la mobilisation des ressources financières et humaines poserait le moins de problèmes.

Dans le souci d'avoir un impact global tout en s'assurant des bénéfices locaux dans les quatre prochaines années, le SGP Cameroun va focaliser son action dans les aires agro-écologiques suivantes:

- la zone de forêt bimodale qui couvre les régions du Centre, du Sud (partie côtière exclue) et de l'Est;
- la zone des hauts plateaux qui couvrent les régions de l'Ouest et du Nord Ouest ; et
- la zone soudano-sahélienne qui comprend les régions du Nord et de l'Extrême Nord.

### ***La concentration thématique***

Partant de l'analyse précédente des outils de planification nationaux, notamment du secteur de l'environnement (PNGE II) et des consultations nationales ou sectorielles avec d'autres acteurs du secteur de l'environnement, les objectifs prioritaires retenus par le gouvernement sont ceux figurant dans le PNGE II. Il s'agit entre autres de :

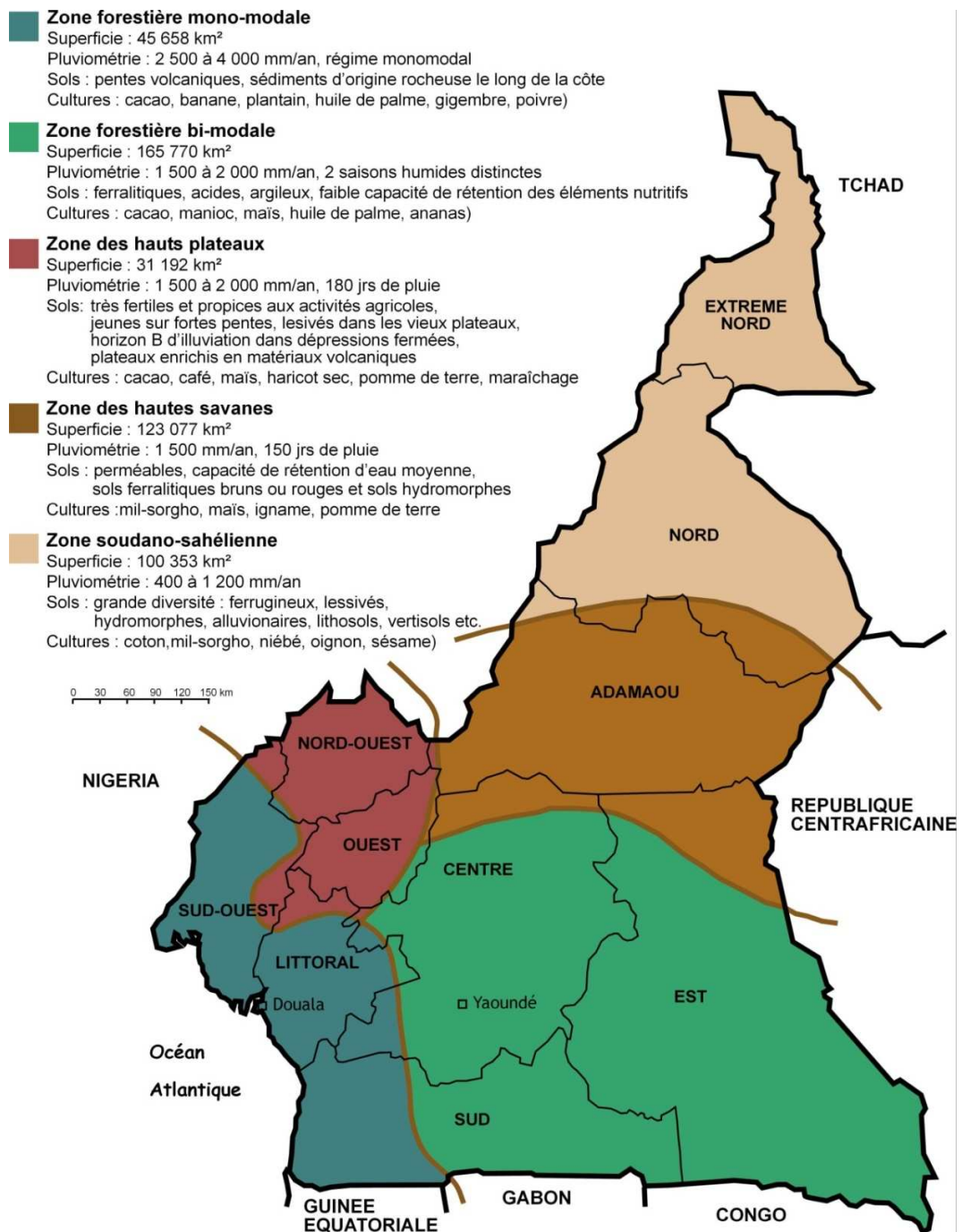
- la conservation de la diversité biologique ;
- la lutte contre les changements climatiques ;
- la lutte contre la désertification ;
- la gestion des déchets ;
- la gestion des risques et catastrophes naturels ;
- la gestion des eaux internationales ; et
- les écosystèmes marins et côtiers.

De manière stratégique et en tenant compte de l'allocation du STAR, les activités financées relèveront des domaines focaux de la Biodiversité, des Changements Climatiques, de la Dégradation des Sols, des POPs et Pesticides.<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Pendant la phase OP5 du PMF/FEM, le résultat du renforcement des capacités est en rapport avec chaque domaine d'intervention du FEM.

### 2.3 Carte illustrant la niche agro-écologique du SGP Cameroun pour la 5<sup>ème</sup> Phase Opérationnelle



**Figure 1** : Carte de Présentation de la niche agroécologique du SGP Cameroun

- Zone forestière bimodale (forêt dense humide) comprenant les régions du Centre, de l'Est et du Sud (zone côtière exclue).
- Zone des Hauts Plateaux comprenant les régions de l'Ouest et du Nord Ouest.
- Zone soudano-sahélienne couvrant les régions du Nord et de l'Extrême Nord

## 2.4 Niche agro-écologique du GEF SGP en relation avec les priorités environnementales nationales

Tableau 2. Cohérence entre les objectifs du GEF SGP Cameroun et les priorités nationales

Objectifs du GEF SGP pour OP5	Priorités Nationales	Niche du SGP Cameroun
<u>Objectif Immédiat n°1 du SGP en OP5</u> : Améliorer la durabilité des aires protégées et des aires de conservation autochtones et communautaires par le biais d'actions communautaires	Actions de conservation des zones de biodiversité sous la pression humaine croissante et la menace imminente de dégradation, tels que les sites naturels sacrés	Zone des Hauts Plateaux
<u>S Objectif Immédiat n°2 du SGP en OP5</u> : Intégrer la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable dans les systèmes de production des paysages, des aires marines et autres secteurs à travers des initiatives et actions communautaires	Conservation des écosystèmes menacés par l'exploitation forestière et minière ; les projets de conservation et de développement intégrés autour des forêts protégées ou des zones tampons des zones biologiques mondialement importantes	Zone de forêt bimodale
<u>Objectif Immédiat n°3 du SGP en OP5</u> : Promouvoir la démonstration, le développement et le transfert des technologies à faible émission de carbone au niveau communautaire	Projets démonstratifs sur l'utilisation de l'énergie solaire, énergie hydro-électrique Projets démonstratifs d'utilisation du biogaz	Zone des Hauts Plateaux Zone Soudano-sahélienne
<u>Objectif Immédiat n°4 du SGP en OP5</u> : Promouvoir et soutenir l'efficacité énergétique, le transport écologiquement durable à l'échelle communautaire	--	--
<u>Objectif Immédiat n°5 du SGP en OP5</u> : Soutenir la conservation et la valorisation des stocks de carbone par une gestion durable et la mise à l'épreuve du climat de l'utilisation des terres, des changements d'affectation des terres et de la foresterie	Actions permettant de réduire ou d'éviter les émissions de gaz à effet de serre dans le domaine de la gestion de l'utilisation des sols, des changements d'affectation des terres et de la foresterie (activités dites LULUCF ou « management of Land Use, Land-Use Change and Forestry »).	Zone des Hauts Plateaux Zone de Forêt bimodale
<u>Objectif Immédiat n°6 du SGP en OP5</u> : Maintenir ou améliorer le flux des services environnementaux des agro-écosystèmes et des écosystèmes forestiers afin d'assurer les moyens de subsistance des communautés locales	Agroforesterie pour la gestion intégrée des ressources naturelles dans les systèmes combinant agriculture et élevage.  Réduction de la vulnérabilité des agro-écosystèmes et des écosystèmes forestiers au changement climatique et aux autres effets induits par l'action de l'homme	Zone des Hauts Plateaux

<p><u>Objectif Immédiat n°7 du SGP en OP5:</u> Réduire au niveau communautaire les pressions en termes d'utilisations concurrentes des terres (dans les paysages au sens large)</p>	<p>Approche intégrée pour la fertilité des sols et la gestion de l'eau</p> <p>Actions et pratiques améliorées au niveau communautaire, pour des impacts négatifs réduits à la frontière de la gestion de l'utilisation des terres de l'agro-écosystème et des écosystèmes forestiers</p>	<p>Zone Soudano-sahélienne</p>
<p><u>Objectif Immédiat n°8 du SGP en OP5:</u> Appuyer la gestion des masses d'eau transfrontalières par des initiatives à base communautaire</p>	<p>--</p>	<p>--</p>
<p><u>Objectif Immédiat n°9 du SGP en OP5:</u> Promouvoir et soutenir la mise à l'écart des polluants organiques persistants et des produits chimiques de préoccupation mondiale au niveau communautaire</p>	<p>Actions visant le développement de méthodologies permettant l'identification, la gestion et la dépollution des sites contaminés</p> <p>Actions d'élimination appropriée des pesticides périmés ainsi que d'autres produits chimiques et polluants</p> <p>Projets pilotes de renforcement des capacités dans la gestion des déchets hospitaliers, ainsi que du matériel radioactif obsolète provenant des institutions hospitalières</p>	<p>Zone des Hauts Plateaux Zone Soudano-sahélienne Zone de forêt Bimodale (Yaoundé dans la région du Centre)</p> <p>NB : Douala (bien qu'en zone côtière) pourrait être considérée pour des raisons de mobilisations de ressources</p>
<p><u>Objectif Immédiat n°10 du SGP en OP5:</u> Améliorer et renforcer les capacités des Organisations de la Société Civile (en particulier les organisations communautaires et celles des peuples autochtones) pour les amener à s'engager dans des processus consultatifs, à appliquer la gestion des connaissances pour assurer des flux adéquats d'information, appliquer les directives des conventions, suivre et évaluer les impacts environnementaux et les tendances</p>	<p>Actions de renforcement de capacités dans la création des microprojets sociocommunautaires dans le cadre du REDD</p>	<p>Zone des Hauts Plateaux Zone Soudano-sahélienne Zone de Forêt Bimodale</p>
<p><u>Résultats Transversaux:</u> Réduction de la pauvreté, amélioration des moyens de subsistance et le genre</p>	<p>Actions de lutte contre la pauvreté en synergie avec les programmes finançant les activités génératrices de revenus pour les populations autochtones et les personnes marginalisées (personnes handicapées, personnes vivants avec le VIH)</p>	<p>Zone des Hauts Plateaux Zone Soudano-sahélienne Zone de Forêt Bimodale</p>

### **3. Résultats sur le développement des capacités, réduction de la pauvreté et la prise en compte du genre au GEF SGP**

Lors de la formulation des propositions de projets à soumettre au GEF SGP Cameroun, les Organisations de la Société Civile (OSCs) bénéficieront d'un accompagnement technique de la coordination nationale et du Comité Nationale de Pilotage qui permettra de renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles de ces organisations. Cet appui se poursuivra lors des missions de Suivi et Evaluation effectuée pendant la mise en œuvre du projet, de façon à rendre les bénéficiaires de projets des acteurs et des leaders de changements d'attitudes pour des bénéfices locaux accrus et un impact environnemental considérable.

Par ailleurs, le programme national va accompagner la formulation et la mise en œuvre de projets permettant aux communautés à la base ainsi qu'aux peuples autochtones de devenir des mentors, d'apprendre et de partager les meilleures pratiques à travers des visites d'échanges entre pairs tout en contribuant à la diffusion de l'information sur les meilleures pratiques.

Au plan de la réduction de la pauvreté, il sera recherché des liens entre le GEF Small Grants Programme, les programmes de lutte contre la pauvreté et les programmes finançant les activités génératrices de revenus aussi bien au niveau des ONG, des communautés de base que des collectivités locales.

Le Gouvernement poursuit depuis quelques années, la mise en place de la décentralisation qui conduira finalement à la responsabilisation des dirigeants des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTDs) dans le ciblage des populations pauvres et la mise en œuvre à leur profit des mesures et actions de réduction de la pauvreté décidées au niveau local comme au niveau national. Le SGP envisage d'appuyer des projets communautaires en partenariat avec des CTDs dont les capacités seront renforcées par la même occasion. La gestion des déchets ménagers en zone périurbaine contribuera également à créer des pôles d'emplois dans les domaines de l'agriculture urbaine ou périurbaine et dans l'horticulture. De plus la production de compost à partir des déchets ménagers fermentescibles va contribuer à la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre dans le secteur.

Au niveau de l'autonomisation des acteurs, la mise en réseau des projets GEF SGP sera prioritaire avec un volet majeur sur l'évaluation de l'exécution des projets par les différents réseaux. Ces programmes seront appuyés par le renforcement des capacités des OCBs et des membres des réseaux. Par ailleurs, l'application de l'approche genre permettra une meilleure prise en compte des groupes vulnérables et marginalisés. En termes d'autonomisation des femmes, l'accent sera mis sur des projets visant l'implication des femmes des communautés dans les activités générant des moyens de subsistance durable, mais qui en général sont menées par les hommes.

#### 4. Résultats, indicateurs et activités attendus du programme national pour OP5

Tableau 3. Cadre logique des Résultats attendus

Outcomes (Résultats attendus)	Indicateurs	Moyens de vérification	Activités
<u>Résultat 1.1 du SGP pour la Biodiversité:</u> Amélioration au niveau communautaire des actions et des pratiques, et réduction des impacts négatifs sur les ressources de la biodiversité dans et autour des aires protégées et des aires de conservation autochtones et communautaires	Au moins 100 hectares de « Territoires Autochtones de Conservation et Aires du Patrimoine Autochtone et Communautaire » (ou « Indigenous and Community Conserved Areas ») et d'autres aires protégées (AP) gérés par au moins 5 communautés sont positivement influencés par l'appui du SGP	Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets	5 projets
<u>Résultat 2.1 du SGP pour la Biodiversité:</u> Amélioration au niveau communautaire de l'utilisation durable de la biodiversité dans les paysages de production / marins grâce aux initiatives communautaires, cadres normatifs et autres mécanismes du marché, y compris les normes environnementales reconnues qui tiennent compte de la biodiversité.	Au moins 100 hectares de secteurs de production terrestres ou marins appliquant des pratiques d'utilisation durable, conduisant, le cas échéant, à la certification par le biais de normes environnementales reconnues qui tiennent compte de la biodiversité (soutenu par le SGP)	Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets	4 projets
<u>Résultat 3.1 du SGP sur les Changements Climatiques:</u> technologies innovantes à faibles émissions de GES déployées avec succès et démontrées à l'échelle communautaire	Au moins 500 membres de différentes communautés cibles démontrant des capacités d'utilisation des technologies à faibles émissions de GES	Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets	6 projets
<u>Résultat 5.1 du SGP sur les Changements Climatiques:</u> L'utilisation durable des	Au moins 100 hectares de terres sous une meilleure utilisation des terres	Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi.	5 projets

terres, le changement d'utilisation des terres, ainsi que les pratiques de gestion forestière et celles contre les changements climatiques adoptées à l'échelon communautaire pour les systèmes d'utilisation des terres de type forestières ou non.	et des pratiques contre les changements climatiques	Études de cas des projets	
<u>Résultat 6.1 du SGP sur la dégradation des terres:</u> Amélioration au niveau communautaire des actions et des pratiques, impacts négatifs réduits sur les écosystèmes agricoles et forestiers, démonstration faite de la capacité des services écosystémiques à maintenir la fonctionnalité des écosystèmes	100 Hectares de terres sous pratiques de gestion durable des forêts, ou gestion agricole et de l'eau	Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets	5 projets
<u>Résultat 7.1 du SGP sur la dégradation des terres:</u> Amélioration au niveau communautaire des actions et des pratiques, et de réduire les impacts négatifs dans les frontières de l'utilisation des terres des agro-écosystèmes et écosystèmes forestiers (rural / urbain, agriculture / forêt)	Au moins 500 personnes de différentes communautés cibles ont adopté des pratiques de gestion durable des terres et des forêts	Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets	5 projets
<u>Résultat 9.1 du SGP sur les POPs et produits chimiques:</u> Amélioration des initiatives et actions communautaires visant à prévenir, réduire et éliminer les POPs, les produits chimiques nocifs et d'autres polluants, gestion des sites contaminés de manière écologiquement rationnelle, et atténuation de la contamination de l'environnement	10 tonnes de déchets solides dont la combustion a été empêchée par des méthodes d'élimination alternatives 100 Kilogrammes de produits chimiques nocifs dont l'utilisation ou la libération a été évitée	Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets	5 Projets
<u>Résultat 10.1 du SGP sur le Développement des Capacités:</u> La participation active du Comité National de	Au moins 2 membres du Comité National de Pilotage participent aux réunions décisives du	Rapport Annuel du programme national	

<i>Pilotage aux réunions de haut niveau dans les zones d'intervention du GEF au niveau national</i>	<i>FEM au niveau national</i>		
<u>Résultat 10.2 du SGP sur le Développement des Capacités:</u> <i>Un meilleur flux d'informations de / vers les OCBs et OSCs concernant les bonnes pratiques et leçons apprises, et application de telles pratiques</i>	<i>Amélioration de la quantité et de la qualité de la base de connaissances du SGP, et l'utilisation des connaissances</i>  <i>Amélioration de la quantité et de la qualité des contributions aux foires du savoir</i>	<i>Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets</i>	<i>2 projets</i>
<u>Résultat 10.4 du SGP sur le Développement des Capacités:</u> <i>Capacité des OCBs et OSCs renforcées pour soutenir la mise en œuvre des conventions mondiales</i>	<i>Au moins 1.000 personnes membres du groupe de Populations Autochtones ont leurs capacités renforcées par un appui direct du GEF SGP</i>	<i>Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets</i>	<i>2 projets</i>
<u>Résultat transversaux:</u> <i>améliorer les moyens de subsistance à travers une augmentation des bénéfices locaux générés à partir des ressources environnementales et la prise en compte du genre dans des initiatives communautaires de préservation de l'environnement.</i>	<i>Dans au moins 60% des projets financés, il y a un équilibre du genre en termes de participants et de bénéficiaires ciblés</i>  <i>Dans au moins 40% des projets financés, une analyse socio-économique est réalisée</i>	<i>Base de données du SGP, rapports d'étapes des projets et rapports des visites de suivi. Études de cas des projets</i>	

## 5. Plan de Suivi et Evaluation

### 5.1 Plan de Suivi & Evaluation du portefeuille de projets individuels

La mise en œuvre de la 5<sup>ème</sup> Phase Opérationnelle (OP5) repose essentiellement sur une démarche qui met l'accent sur l'obtention des résultats pour l'atteinte des impacts. Le suivi et le rapportage sont ainsi des éléments-clés dans cette démarche car ils doivent permettre de :

- suivre et d'évaluer les résultats de la mise en œuvre du programme et des projets ;
- documenter et disséminer les résultats et leçons apprises.



### ***Au niveau des projets:***

Le suivi se situe dans le double contexte de la gestion du cycle de projet (de l'identification à l'évaluation) et de l'utilisation des outils de l'approche participative.

#### Avant le début des projets :

Une seule visite sera menée pour expliquer la démarche de gestion axée sur les résultats et vérifier sur le terrain sa prise en compte dans les projets avant leur examen par le CNP. Les principaux éléments à voir avec les populations sont les suivants:

- les indicateurs de la situation de référence (dans les domaines de l'environnement, de la réduction de la pauvreté et de l'autonomisation des bénéficiaires) ; les indicateurs de résultats à court terme (produits), à moyen terme (effets) et à long terme (impacts) ainsi que d'évaluation des résultats et impacts ;
- le plan participatif de suivi du projet.

La mission d'identification des sites de projets utilisera les outils de l'approche participative : ateliers villageois, groupes cibles, cartes participatives, matrices ...

#### Pendant l'exécution du projet :

Des missions classiques trimestrielles de suivi de projets ainsi que des missions d'évaluation seront organisées pour vérifier les rapports d'activités et financiers reçus. Lors de ces missions, l'accent sera mis sur le suivi des indicateurs et le suivi d'atteinte des résultats escomptés. Des outils du Participatory Rural Appraisal (PRA) seront utilisés : observation participative, ateliers villageois, entretiens semi structurés, triangulation de l'information en cas de sources divergentes.

#### A la fin du projet :

Une visite d'évaluation finale sera effectuée et les recommandations des Etudes Ex Post seront utilisées pour continuer à assurer le suivi des résultats sur le long terme (impacts). Pour ce faire, il s'agira d'inclure les projets achevés dans le planning de suivi des projets en cours d'exécution.

### ***Au niveau du programme:***

Les rapports des missions de terrain doivent permettre de suivre l'apport des projets dans l'atteinte des résultats et impacts identifiés au niveau du programme dans le document de stratégie de la 5<sup>ème</sup> Phase Opérationnelle. Le modèle de rapport axé sur les résultats (voir tableau) sera utilisé. Ce tableau sera constamment mis à jour.

5.2 Participation des parties prenantes à la conception du projet, au suivi de la mise en œuvre du projet et à la rédaction des divers rapports

Tableau 4. Plan de Suivi et Evaluation à l'échelle du projet communautaire

<b>Niveau individuel du projet GEF SGP</b>		
<b>Activité de Suivi &amp; Evaluation</b>	<b>Parties Responsables</b>	<b>Périodicité</b>
Suivi du projet de manière participative	Bénéficiaires	Pendant la durée du projet
Collecte des données de base <sup>5</sup>	Bénéficiaires, Coordonnateur National, CNP	Pendant la phase de conception du projet et la phase de formulation de la proposition de projet
Deux ou trois rapports d'étapes et de rapports financiers ( <i>en fonction du calendrier de décaissement convenu par les parties</i> )	Bénéficiaires, Coordonnateur National, Assistant de Programme	A toute demande de décaissement de fonds
Plan de travail du projet	Bénéficiaires, Coordonnateur National, Assistant de Programme	Pendant la durée du projet
Visite du site ciblé par la proposition de projet ( <i>si nécessaire / effectivité des coûts</i> <sup>6</sup> )	Coordonnateur National, CNP	Avant l'approbation du projet, comme cela se doit
Visite de suivi de la mise en œuvre du projet dans son site ( <i>si nécessaire / effectivité des coûts</i> )	Coordonnateur National, CNP	En moyenne, une visite par an, comme il se doit
Visite d'évaluation par le Coordonnateur National sur le site du projet ( <i>si nécessaire / effectivité des coûts</i> )	Coordonnateur National et CNP	A la fin du projet, comme il se doit
Rapport final du projet	Bénéficiaires	Après la finalisation des activités du projet
Rapport d'Evaluation du projet ( <i>si nécessaire / effectivité des coûts</i> )	Autre partie	Après la finalisation des activités du projet
Préparation d'une description du projet qui sera incorporée dans la base de données global des projets SGP	Coordonnateur National, Assistant de Programme	Au début du projet et tout au long de la mise en œuvre du projet

<sup>5</sup> Des ateliers de développement des capacités et des formations de Suivi & Evaluation peuvent être organisés en relation avec des techniques innovantes pour le suivi communautaire, y compris les nouvelles technologies (tel que le système de caméras activés par le GPS, les photographies aériennes, des SIG participatifs, etc), ainsi que pour répondre aux directives « climate proofing » des domaines d'intervention du FEM; les normes REDD +; et / ou des exigences spécifiques d'autres bailleurs de fonds /cofinancement.

<sup>6</sup> Pour assurer la rentabilité, les activités de Suivi & Evaluation au niveau des projets, y compris les visites sur les sites de projet, seront menées sur une base discrétionnaire, basée sur des critères évalués en interne, y compris (mais non limité à) la taille du projet et sa complexité, les risques potentiels et réalisés, ainsi que les paramètres de sécurité.

### 5.3 Stratégie de consolidation des résultats des projets au niveau de l'ensemble du portefeuille du programme national.

Tableau 5. Plan de Suivi & Evaluation au niveau du programme national

Niveau du programme national GEF SGP		
Activité de Suivi & Evaluation	Parties Responsables	Périodicité
Revue de la Stratégie du Programme	Comité National de Pilotage, Coordonnateur National, CPMT	Dès le début de la 5 <sup>ème</sup> Phase Opérationnelle
Revue du Portefeuille Stratégique du Programme National	Comité National de Pilotage, Coordonnateur National	Une fois pendant la durée de la 5 <sup>ème</sup> Phase Opérationnelle
Réunion du Comité National de Pilotage	Comité National de Pilotage, Coordonnateur National, PNUD Cameroun	Au minimum 4 fois par an
Evaluation des Performance et Résultats du Coordonnateur National	Coordonnateur National, Comité National de Pilotage, PNUD Cameroun, CPMT, UNOPS	Une fois par an
Revue du Programme National résultant du Rapport Annuel du Programme	Le Coordonnateur National le présente au CNP et au CPMT	Une fois par an
Financial 4-in-1 Report	Coordonnateur National, /Assistant de Programme, UNOPS	De façon trimestrielle

## 6. Plan de gestion des connaissances

### 6.1. Documentation et capitalisation des leçons apprises et des meilleures pratiques

La capitalisation entendue ici comme un « processus d'acquisition, de collecte, d'organisation et d'analyse de l'information relative à une expérience donnée, en vue d'en tirer les leçons et de les partager en utilisant des supports adaptés ». Cette capitalisation vise le partage d'expérience et la définition des éléments clés du succès capables d'être appropriés ou reproduits : la capitalisation des leçons apprises et des meilleures pratiques identifiées se fera selon plusieurs modalités :

- les ateliers des parties prenantes à organiser tous les deux (02) ans avec les bénéficiaires de projets des deux (02) années précédentes, de manière à tirer les leçons apprises et vulgariser meilleures pratiques des projets ayant terminé leur mise en œuvre ;
- les foires des connaissances une fois par phase opérationnelles pour présenter les résultats acquis, partager les leçons apprises et les meilleures pratiques ;
- la production des études de cas à partir des résultats obtenus des projets;
- la participation des promoteurs de projets aux fora et autres ateliers d'échanges.

## 6.2 Utilisation des connaissances acquises pour informer et influencer les politiques

Les différents rapports à produire par les projets et le programme fourniront, au-delà de l'information brute, les connaissances nécessaires pour la documentation et la dissémination des résultats et des leçons apprises, à partir de l'analyse des indicateurs.

Pour une communication efficace des connaissances tirées de la mise en œuvre des projets, les étapes retenues sont celles définies dans le "Cadre Stratégique":

- l'identification, la documentation systématique des leçons apprises et des meilleures pratiques ;
- la préparation d'études de cas, de rapports périodiques et de rapports de suivi - évaluation sur les projets ;
- la diffusion de ces documents auprès des parties prenantes du GEF SGP de manière à démultiplier l'impact des projets et des ressources financières limitées ;
- le partage de ces expériences par des visites de projets, ateliers, documentation écrite et audio-visuelle de manière à rendre possible la transposition des projets ;
- la mise en place d'un site Internet du SGP Cameroun ou à défaut l'utilisation de celui du PNUD Cameroun pour poster les informations sur le SGP Cameroun, et produire à terme un bulletin d'information ciblant différents types d'audience dont les communautés à la base, les réseaux d'OSCs, autant que les réseaux de parlementaires et les décideurs aussi bien au niveau local, régional que national;
- l'institutionnalisation systématique de la documentation des leçons et expériences acquises ;
- les échanges avec les autres projets et programmes du PNUD en particulier et du Système des Nations Unies, seront tenus de manière régulière pour renforcer le partage et la génération de bonnes pratiques, dans le cadre de synergies réfléchies.

## 6.3 Réplication et extension des leçons apprises et des meilleures pratiques tirées des projets financés par le SGP

La stratégie de gestion des connaissances devra permettre :

- aux communautés bénéficiaires de projets SGP d'être en relation avec d'autres partenaires et parties prenantes, y compris le secteur privé, pour une réplication des meilleurs résultats et une amplification des impacts, ceci par la mise à la disposition de la communauté des bailleurs de fonds des résultats et impacts des projets financés. Par ailleurs, les informations sur d'autres opportunités et guichets de financements seront mises à la disposition des bénéficiaires des microfinancements du SGP ;
- au programme de pouvoir fournir des informations nécessaires aux promoteurs de projets, de soutenir d'autres programmes dans la mise en œuvre de projets similaires, et de contribuer à l'atteinte de l'impact global du GEF SGP au niveau mondial.

## **7. Plan de Mobilisation des Ressources**

### **7.1. Plan de durabilité du GEF SGP Cameroun**

Les ressources pour le cofinancement des projets viendront essentiellement de la contribution des bénéficiaires au niveau des projets (en nature et en espèces) et la mobilisation des ressources du PNUD/Gouvernement (niveau programme). Le GEF SGP pourra aussi mobiliser des ressources en tant qu'agence de réalisation/prestation pour la mise en œuvre de la composante « subventions » des initiatives communautaires (liées ou non aux thématiques du GEF) pour le compte des projets ou de programmes des agences des Nations Unies, d'autres partenaires au développement ou du gouvernement. Pour la réalisation de tels projets communautaires le SGP pourra recevoir une partie des coûts de gestion administrative qui couvriront alors les dépenses administratives du SGP.

La mobilisation des ressources du secteur privé dans le cadre de partenariat secteurs public et privé va être explorée, notamment par la mise en œuvre d'une stratégie de communication en direction du secteur privé sur les résultats et autres acquis du GEF SGP Cameroun. Avec l'appui des membres du Comité National de Pilotage (CNP), tel celui représentant le secteur privé du Cameroun (GICAM), il sera envisagé l'établissement d'un partenariat de type « secteur public/secteur privé » notamment dans la gestion des déchets et effluents chimiques des industries agro-alimentaires et chimiques dans les grandes métropoles ceci en partenariat avec les collectivités locales décentralisées.

Au niveau du programme, l'appui du PNUD sera sollicité pour la prise en charge (au moins à temps partiel) d'un staff, notamment un chauffeur pour la mise en œuvre effective du plan de Suivi & Evaluation des projets financés par le GEF SGP Cameroun

### **7.2. Plan de développement des synergies**

#### **a.- Stratégie pour assurer l'intérêt et le soutien du gouvernement :**

- utiliser les représentants du gouvernement dans le Comité National de Pilotage comme "points focaux" du GEF SGP auprès de leurs ministères respectifs ;
- inviter des ministres à présider des cérémonies de lancement de nouveaux projets GEF SGP, et solliciter des audiences auprès des ministres (Environnement ; Forêts et Faune ; Economie, Plan et Aménagement du Territoire ; Eau et Energie), pour présenter les résultats du GEF SGP Cameroun ;
- participer activement aux initiatives du gouvernement relatives aux domaines du GEF ou non pour y exposer l'expérience du GEF SGP.

#### **b.- Promotion du programme GEF SGP auprès des donateurs:**

Les donateurs sont regroupés au sein du groupe informel des bailleurs de fonds. Avec l'appui du Point Focal Environnement et Energie du PNUD, la stratégie envisagée consistera à:

- prendre part aux réunions de ce groupe pour présenter la Stratégie pour OP5 ;
- faire visiter des projets réussis aux membres de ce groupe, notamment dans le domaine des moyens d'existence durable ;
- présenter le GEF SGP aux opérateurs économiques qui s'intéressent à la protection de l'environnement.

**c.- Lobbying pour un « Club de supporteurs du GEF Small Grants programme » :**

- convier certaines agences du système des Nations Unies, la Banque Mondiale, l'Union Européenne (UE), l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) à visiter des projets financés par le GEF SGP ;
- faire l'expérience d'organiser des « journées portes ouvertes » sur le programme et les projets du SGP en y invitant les futurs « supporteurs du SGP » : Banque Mondiale, UE, ACDI, Gouvernement, les représentations diplomatiques des pays donateurs (Japon, Etats-Unis, Pays-Bas, Royaume Uni), les ONGs internationales, les opérateurs économiques et le secteur privé.

## ANNEXE 1: INDICATEURS DES PROJETS DU GEF SGP POUR OP 5

Indicateurs de Résultats du SGP pour OP5	
<b>Biodiversité (BD)</b>	
<b>BD1</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Hectares de Territoires Autochtones de Conservation et Aires du Patrimoine Autochtone et Communautaire (APAC) influencés</li> <li>○ Hectares d'aires protégées influencés</li> <li>○ Hectares d'écosystèmes importants avec le statut de conservation amélioré</li> </ul>
<b>BD2</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Hectares de zones de production terrestres/ marines appliquant des pratiques d'utilisation durable</li> <li>○ Nombre d'espèces significatives avec le statut de conservation maintenu ou amélioré</li> <li>○ Valeur totale de la biodiversité en termes de produits/services produits par les écosystèmes (équivalent en dollars américains)</li> </ul>
<b>Changement Climatique (CC)</b>	
<b>CCM1</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Tonnes de CO2 dont l'émission a été évitée en mettant en œuvre des technologies à faibles émissions de carbone : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pratiques d'utilisation des énergies renouvelables (bien vouloir spécifier)</li> <li>▪ Mesures d'efficacité énergétique</li> <li>▪ Autres (bien vouloir spécifier)</li> </ul> </li> <li>○ Nombre de membres de la communauté démontrant ou déployant des technologies à faible émissions de GES ;</li> <li>○ Valeur totale des services et technologies énergétiques fournis (équivalent en dollars américains)</li> </ul>
<b>CCM4</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Tonnes de CO2 dont l'émission a été évitée en mettant en œuvre des technologies à faibles émissions de carbone : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pratiques de transport écologiquement durable (bien vouloir spécifier)</li> </ul> </li> <li>○ Valeur totale des services de transport fournis (équivalent en dollars américains)</li> </ul>
<b>CCM5</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Hectares de terres bénéficiant de meilleures pratiques d'utilisation des terres et de techniques « climate proofing »</li> <li>○ Tonnes de CO2 dont l'émission a été évitée grâce à une amélioration des pratiques d'utilisation des terres et de techniques « climate proofing »</li> </ul>
<b>Dégradation des (LD) &amp; Gestion Durable des Forêts (SFM)</b>	
<b>LD1</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Hectares de terres sur lesquelles sont menées des pratiques de gestion durable des forêts, de l'eau et de l'agriculture</li> <li>○ Hectares de terres dégradées ayant été restaurées et réhabilitées</li> </ul>
<b>LD3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre de communautés démontrant des pratiques de gestion durable des terres et des forêts</li> </ul>
<b>Eaux Internationales (IW)</b>	
<b>IW</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Hectares de rivières /bassins lacustres appliquant des pratiques de gestion durable et contribuant à la mise en œuvre des PAS</li> <li>○ Hectares de zones marines / côtières ou des zones de pêche gérée durablement</li> <li>○ Tonnes de pollution d'origine tellurique évitées</li> </ul>

<b>Indicateurs de Résultats du SGP pour OP5</b>	
<b>Polluants Organiques Persistants (POPs)</b>	
<b>POPS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Tonnes de déchets solides dont la combustion a été empêchée par des méthodes d'élimination alternatives</li> <li>○ Kilogrammes de pesticides obsolètes éliminés de façon appropriée</li> <li>○ Kilogrammes de produits chimiques nocifs dont l'utilisation ou la libération a été évitée</li> </ul>
<b>Influence des politiques, Développement des capacités &amp; Innovations (tous les domaines d'intervention)</b>	
<b>CD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre de mécanismes de consultation mis en place dans le cadre des conventions de Rio (bien vouloir spécifier)</li> <li>○ Nombre de systèmes communautaires de suivi démontrés (bien vouloir spécifier)</li> <li>○ Nombre d'innovations ou de nouvelles technologies développées / appliquées (bien vouloir spécifier)</li> <li>○ Nombre de politiques locales ou régionales influencées (niveau d'influence 0 – 1 – 2 – 3 – 4-5)</li> <li>○ Nombre de politiques nationales influencées (niveau d'influence 0 – 1 – 2 – 3 – 4-5)</li> <li>○ Nombre de personnes formées sur: la formulation de projet, le suivi, l'évaluation, etc (à spécifier en fonction du type de formation)</li> </ul>
<b>Moyens de subsistance, Développement Durable et Autonomisation (dans tous les domaines focaux d'intervention)</b>	
<b>Trans versal</b>	<p><b>Moyens de subsistance &amp; Développement Durable:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre de membres de la communauté participant (désagrégés par sexe) * NB : obligatoire pour tous les projets</li> <li>○ Nombre de jours de pénurie alimentaire réduit</li> <li>○ Nombre de jours augmenté pour les élèves allant à l'école</li> <li>○ Nombre de ménages ayant accès à l'eau potable</li> <li>○ Augmentation du pouvoir d'achat par la réduction des dépenses, augmentation des revenus et / ou d'autres moyens (équivalent en dollars américains)</li> <li>○ Valeur totale des investissements (infrastructures, équipements, fournitures) en Dollars américains (Remarque : Estimation de l'impact économique des investissements à déterminer en multipliant les investissements pour les infrastructures par 5, tous les autres par 3)</li> </ul> <p><b>Autonomisation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre d'ONGs / OCBs formées ou légalisées</li> <li>○ Nombre de personnes des peuples autochtones directement prises en charge</li> <li>○ Nombre de projets dirigés par les femmes directement pris en charge</li> <li>○ Nombre de normes de qualité / labels obtenus ou des mécanismes financiers innovants mis en place</li> </ul>